



République Française
Département du Pas de Calais
- :: -

Arrondissement de Béthune
- :: -

COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE
- :: -
AUTORISATION PREALABLE N° 062.178.25.0026
- :: -
ARRETE MUNICIPAL N° 2025-1351
- :: -

Le Maire de la Commune de Bruay-La-Buissière,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.581-18, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65,

Vu le décret n° 2022-1294 du 05 octobre 2022,

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 18 décembre 2025,

Vu la demande d'autorisation préalable d'une nouvelle installation d'enseigne présentée le 12 novembre 2025, par Monsieur Anthony DUTHILLEUL, demeurant au 18 rue René Descartes - Bâtiment F à CARVIN (62220) et enregistrée sous le numéro 062.178.25.0026,

Vu l'objet de la demande sur un immeuble situé au 142 rue de la République à Bruay-La-Buissière, repris au cadastre sous la référence AI 0095,

Vu l'avis de dépôt de la demande d'autorisation préalable affiché le 24 novembre 2025,

Considérant qu'aux termes de l'article L.581-3-2° du Code de l'Environnement « au sens du présent chapitre : constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce »,

Considérant que l'article L.581-18 du Code de l'Environnement stipule que l'installation d'enseignes est soumise à autorisation dans un périmètre de moins de 500 mètres et dans le champ de visibilité d'un monument historique,

Considérant que l'article R.581-16 du Code de l'Environnement stipule que l'installation d'enseignes est soumise à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France,

Considérant que le projet se situe à moins de 500 mètres et dans le champ de visibilité des monuments historiques du périmètre délimité des abords (PDA) de l'Hôtel de Ville et de la Cité des Electriciens,

Considérant l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France susvisé.

ARRETE :

Article 1 : L'autorisation d'installer une enseigne sur un immeuble situé au 142 rue de la République à BRUAY-LA-BUISSIÈRE (62700), objet de la demande susvisé, est **accordée** tout en respectant les prescriptions motivées de Madame l'Architecte des Bâtiments de France :

Article 2 : Prescriptions motivées de Madame l'Architecte des Bâtiments de France :

Le projet d'enseigne s'implante sur un bâtiment ancien en briques avec modénatures faisant partie d'une séquence urbaine de façades similaires.

- L'enseigne bandeau doit être fixée sur la façade à l'aide d'une plaque support qui se limitera à la largeur de la vitrine et à 50 cm de hauteur maximum et qui sera posée juste au-dessus du linteau de la vitrine.
Elle doit être réalisée -soit en lettres peintes directement sur le support existant, -soit en lettres découpées sur taquets.
Ces lettres doivent avoir une hauteur maximale de 30 cm (et 40 cm pour les majuscules) et être disposées sur une seule ligne.
- Proscrire les teintes de fort contraste telles que noir et gris anthracite associées au blanc, ainsi que les couleurs primaires.
Il faut préférer une teinte colorée (par exemple RAL 3007, 5008, 6012, 6014, 7006, 7009, 7013, 7031, 7033, 7039, 8012, 8019).

Article 3 : L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy de Saint-Hilaire, CS 62039, 59014, LILLE Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible depuis le site www.telerecours.fr.

Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre de cette décision est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Cette démarche ne prolonge pas le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la notification. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Délais et voies de recours :

La décision de non-opposition peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du Code de l'Urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la non-opposition (article R. 600.1 du Code de l'Urbanisme).

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.